



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1701

Texte de la question

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Yves Goasdoué, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Yves Goasdoué. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, les prévisions macroéconomiques sur la croissance et les déficits publics ont été publiées hier par la Commission européenne. Ces prévisions confirment la reprise économique. La France sort peu à peu de la crise, grâce à la politique économique équilibrée que nous conduisons avec détermination, constance et, je le crois, un certain courage. Cette politique conjugue sérieux budgétaire et ambition sur le front socio-économique.

L'indispensable sérieux budgétaire permet à la France de ne pas sombrer dans la spirale de l'endettement, dans laquelle elle avait été engagée sous le quinquennat précédent.

L'ambition économique, c'est le redressement de la production française, c'est la réforme fiscale, c'est la construction d'une croissance durable.

L'ambition sociale, c'est la création de nouveaux droits : compte personnel de formation, prise en compte de la pénibilité dans l'accès à la retraite, généralisation de la complémentaire santé.

Mes chers collègues, avec 1 % de croissance en 2014 et 1,7 % en 2015, nous devrions être en mesure de faire durablement baisser le chômage.

Monsieur le ministre, la Commission fait des prévisions ; le Gouvernement, lui, est dans l'action. Il obtient des résultats, et il en obtiendra, demain, de bien meilleurs encore lorsque les fondamentaux économiques et financiers auront été redressés. Quel regard doit être porté sur les annonces d'hier ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, mon regard est le même que le vôtre. C'est celui d'un ministre de l'économie et des finances qui revient du G20 qui s'est tenu à Sydney, où l'ensemble des ministres de l'économie et des finances des grands pays industrialisés ont dit que, désormais, l'objectif des politiques économiques ne pouvait plus, ne devait plus être l'austérité, même s'il faut être sérieux dans la gestion budgétaire, mais pouvait et devait être la croissance.

Je constate que la croissance mondiale devrait être plus élevée en 2014 qu'en 2013 – elle devrait être de 3,6 % –, que la reprise est là dans la zone euro, qui sort de la récession – la croissance devrait y être supérieure ou

égale à un point alors qu'elle a baissé en 2012 et 2013 –, et que la France a, elle aussi, repris sa marche en avant, avec une croissance de 1 % en 2014 et 1,7 % en 2015.

Est-ce satisfaisant ? Non, ce n'est pas suffisant : il faut aller plus loin, plus vite, plus fort, et j'ai la conviction que notre potentiel de croissance est encore supérieur. Tel est le sens du Pacte de responsabilité lancé par le Président de la République le 14 janvier, qui vise à créer les conditions pour qu'en France on puisse investir davantage tout en protégeant le pouvoir d'achat. C'est le sens de la politique économique du Gouvernement.

En même temps, il est vrai que la Commission européenne porte un jugement un peu plus serré sur nos finances publiques. À cet égard, je veux dire que nous réduisons les déficits qu'on nous a laissés, et que cela se fait année après année. Je veux dire aussi que nous tenons la dépense publique – c'est absolument fondamental. Pour le reste, nous aurons un débat avec la Commission européenne sur la façon dont la France peut consolider ses finances publiques, remplir ses obligations budgétaires et, surtout, continuer à aller de l'avant en matière de croissance et d'emploi. C'est le cap de la politique définie par le Président de la République et menée par le Gouvernement sous l'égide du Premier ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Goasdoué](#)

Circonscription : Orne (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1701

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 février 2014](#)